

DE L'OBLIGATION A FAIRE DU MUSEE UN LIEU DE MEMOIRE.

Cristina Lleras fut en charge des collections d'art et d'histoire du Musée National de Colombie de 2004 à 2011. Elle fait aujourd'hui partie de l'équipe de muséologie chargée de mener à bien le projet du Musée National de la Mémoire qui devrait ouvrir ses portes à Bogota en 2020. Lors d'une interview donnée au journal *Semana*, à la question « Quand vous parlez de refléter le pays de la Constitution de 1991, à quoi vous référez-vous exactement ? », elle répond la chose suivante :

« A la diversité culturelle mais je vais m'expliquer. Il y a une chose que les musées nationaux n'aiment pas, ce sont les conflits qui font entièrement partie de la société. Ils ont un regard aseptisé : les indigènes, les groupes afro, tout va bien. Si nous n'exposons pas les conflits au sein du Musée National, alors où le ferons-nous ? »⁶⁶

Il semble que cette dernière question ait une réponse : les musées de mémoire et les mémoriaux. Les limites du Musée National de Colombie, nous l'avons vu précédemment, sont dues à sa perméabilité aux changements, que ce soit par manque de moyen humain, à cause de la lenteur des politiques culturelles, ou bien par peur du conflit. Il se meut très lentement en comparaison aux soubresauts de la société colombienne. Par exemple, l'une des dernières salles rénovées du musée et qui a ouvert ses portes en mai 2018, parle du conflit armé en Colombie. Au premier abord, il s'agit d'un pas en avant pour ce musée qui n'assumait pas son histoire nationale depuis plus de 50 ans. Dans cette salle du rez-de-chaussée appelée « Mémoire en mouvement », vont avoir lieu six expositions temporaires, chacune aura une viabilité de six mois. La première s'appelle « La parole désarmée. Violence, territoire, culture et paix. Narration transmédia, 1948-2016 »⁶⁷ et s'appuie sur des supports audio-visuels de la Radio Télévision Nationale de Colombie (RTVC). Bien qu'une exposition prenne du temps à s'ériger, il faut bien en être conscient, le Musée National fête pratiquement deux ans après sa signature, un traité de paix qui n'est toujours pas synonyme

⁶⁶ Interview de Cristina Lleras, *Semana*, 03.03.2012.

« A la diversidad cultural pero que no se nos quede en las fórmulas. Hay una cosa que a los museos nacionales no les gusta y son los conflictos que hacen parte integral de las sociedades. Tienen una mirada muy aséptica: los indígenas, los grupos afro, todo perfecto. Si no planteamos los conflictos en el Museo Nacional, ¿entonces dónde? »

⁶⁷ *La Palabra Des-Armada. Violencia, Territorio, Cultura y Paz. Cátedra Transmedial 1948-2016.*

d'entente durable et générale sur tout le territoire. La narration, chronologique, se termine en 2016 car le 30 novembre de cette même année est signé le traité de paix entre l'État et les FARC. Toute ce qui est relatif à une entente cordiale au sein de la nation est repris et encouragé par le Musée National, tandis que les périodes de troubles sont oubliées. Ici, le processus de post-conflit n'est ni mentionné car le mot « conflit » vient tout juste d'être incorporé à la muséographie de l'institution.



Illustration 21 : Salle « Mémoire en mouvement » du Musée National de Colombie.

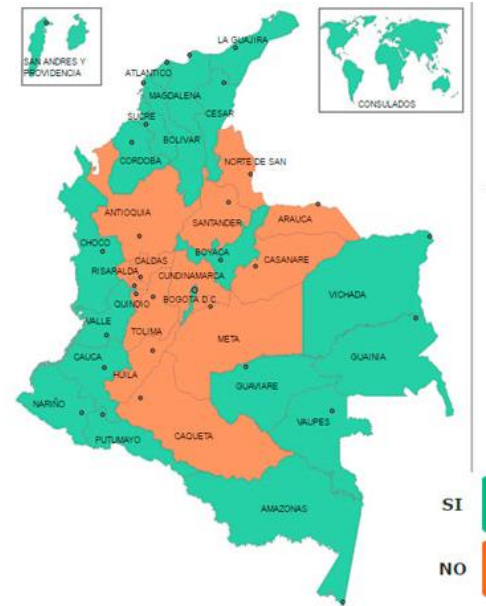
L'histoire de la nation se réécrit tous les jours et cela depuis la promulgation de la Loi de Réparation des Victimes et de Restitution des Terres, en 2011. Depuis l'émergence de la figure de « victime », il y a une valorisation du vécu des Colombiens par les acteurs publics. Cependant, ce statut de « victime », et si le terme est compris de manière péjorative, de « survivant », n'est pas véritablement défini, ni par la justice, ni par les associations, ni par les personnes elles-mêmes. Théoriquement, il s'agit d'un statut dont la légitimité ne se questionne pas. Pourtant, s'auto-identifier comme victime du conflit armé colombien est une chose, mais que la société le reconnaisse comme tel en est une autre. Comme le musée d'art sacralise un artiste lorsqu'une de ses œuvres entre dans ses collections permanentes, le musée de mémoire légitime la parole d'un individu ou d'un groupe d'individus si son vécu est considéré d'intérêt public. D'un point de vue pragmatique, toutes les mémoires ne se valent

pas, encore plus lorsqu'on parle d'une guerre civile ou « victimes » et « bourreaux » partagent une même histoire.

1 L'appel au devoir de mémoire : un pays et des liens sociaux en reconstruction.

En 2003, sous la présidence d'Álvaro Uribe, l'accord de Santa Fe de Ralito est signé entre le gouvernement et les paramilitaires des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC). Cet accord prévoit la démobilisation totale de ce groupe, qui est alors considéré comme une entreprise terroriste par l'Europe et les États-Unis, à la fin du mois de décembre 2005. Environ 30 000 paramilitaires se seraient démobilisés et désarmés. Cependant, ce chiffre est à nuancer car les démobilisés recevaient une somme de 350 000 pesos (environ 100 euros) pour cette action. Il semble donc que de nombreuses personnes aient pu s'infiltrer au sein des camps de désarmement pour recevoir cet argent. De plus, selon des témoignages de membres de la commission de démobilisation, beaucoup donnaient des armes vieilles, même hors d'usage. Il était plus que vraisemblable que ces personnes aient d'autres armes qu'ils utiliseraient dans un futur proche. En plus de ce succès mitigé, l'accord de Santa Fe de Ralito assurait à ceux qui avaient commis des crimes atroces durant leurs années de service une véritable impunité. Le droit à la justice des victimes n'étant bien évidemment pas pris en compte. En juillet 2005, après de nombreuses pressions de la part de mouvements défenseurs des Droits de l'Homme et de la communauté internationale, le gouvernement colombien s'est vu obligé d'adopter une nouvelle loi connue comme la *Ley de Justicia y Paz*. Cette dernière permet de poursuivre en justice les auteurs de crimes impunis. Notons que la démobilisation a aussi concerné de nombreux guérilleros des FARC et de l'ELN. Il s'agit d'un tournant décisif pour la politique colombienne puisqu'il est enfin question de rendre justice à une partie de la population alors considérée comme « victime » du conflit armé. Si le paramilitarisme a donc été un des thèmes urgemment traité durant la présidence d'Uribe, un accord de paix avec la guérilla n'était absolument pas d'actualité. En 2010, Juan Manuel Santos est élu Président de la République. Ministre de la Défense de 2006 à 2009, il se trouve être cependant beaucoup plus ouvert aux discussions avec les FARC que ne l'était son

prédécesseur. En 2012, s'engagent de nouvelles négociations entre le gouvernement et le mouvement guérillero, d'abord à Oslo, puis à La Havane, en 2016. En présence du secrétaire général de l'ONU et de plusieurs présidents de pays voisins, les FARC et le gouvernement tombent d'accord sur le dernier point des pourparlers, à savoir la fin du conflit armé qui prévoit un cessez le feu bilatéral, la fin des hostilités, et le désarmement des FARC. Le 26 septembre, le texte des accords de paix de 297 pages est signé par les deux partis à Carthagène des Indes. Cependant, le texte doit faire l'objet d'un référendum le 2 octobre. Le texte n'est pas approuvé par la majorité des Colombiens même si la différence est minime, le « non » l'emporte avec 50,2 % des voix, dont une abstention de plus de 60 %. A Bogota c'est le choc, tandis que dans le département d'Antioquia on célèbre allégrement la nouvelle. Il faut dire que ce referendum s'était peu à peu embourbé dans un conflit politique entre pro Uribe et pro Santos. Álvaro Uribe, ancien Maire de Medellin, jouit encore dans le département d'Antioquia et dans une grande partie de la Colombie de son image d'incarnation de l'offensive militaire contre la guérilla. Le département a voté à 62 % pour le « non ». Plus étonnamment, ce sont les régions dites de marge qui ont voté majoritairement pour le « oui », des régions qui ont grandement souffert du conflit armé. Le Chocó avec 79,7 %, le Vaupés avec 78,05 % ou encore le Cauca avec 67,32 %. Car le texte comporte des parties qui favorisent les FARC qui se démobiliseront d'eux-mêmes, leur proposant une « justice aménagée ». Quelques jours après le referendum, Juan Manuel Santos se voit décerner le Prix Nobel de la Paix. Bien que ce prix soit discutable sur plusieurs aspects, il permet de redémarrer le processus de paix rapidement et sans que le traité de cessez-le-feu n'ait été brisé. Le 13 novembre, un nouveau traité de paix est signé entre les FARC et le gouvernement à La Havane. Cinquante-six propositions sur 57 sont remaniées. Les guérilleros pourront toujours entrer au gouvernement, mais leurs biens seront confisqués et l'aide pour la formation de leur parti sera revue à la baisse. En ce qui concerne le narcotrafic, ils seront dans l'obligation de révéler les



Carte 2 : Résultats du referendum du 2 octobre 2016 par département.

militaire contre la guérilla. Le département a voté à 62 % pour le « non ». Plus étonnamment, ce sont les régions dites de marge qui ont voté majoritairement pour le « oui », des régions qui ont grandement souffert du conflit armé. Le Chocó avec 79,7 %, le Vaupés avec 78,05 % ou encore le Cauca avec 67,32 %. Car le texte comporte des parties qui favorisent les FARC qui se démobiliseront d'eux-mêmes, leur proposant une « justice aménagée ». Quelques jours après le referendum, Juan Manuel Santos se voit décerner le Prix Nobel de la Paix. Bien que ce prix soit discutable sur plusieurs aspects, il permet de redémarrer le processus de paix rapidement et sans que le traité de cessez-le-feu n'ait été brisé. Le 13 novembre, un nouveau traité de paix est signé entre les FARC et le gouvernement à La Havane. Cinquante-six propositions sur 57 sont remaniées. Les guérilleros pourront toujours entrer au gouvernement, mais leurs biens seront confisqués et l'aide pour la formation de leur parti sera revue à la baisse. En ce qui concerne le narcotrafic, ils seront dans l'obligation de révéler les

routes du trafic de drogue. Le 30 novembre, le Congrès ratifie à l'unanimité le nouvel accord de paix. Le 7 août 2018, Juan Manuel Santos procède à la passation de pouvoir de son poste de Président de la République de Colombie en faveur d'Iván Duque, un proche d'Álvaro Uribe. Le candidat du Centre Démocratique gagne les élections contre Gustavo Petro, ex-guérillero du M-19 et ancien Maire de Bogota (2012-2015), avec 56 % des voix. On a cependant pu voir une certaine inclination de la population pour un parti de gauche durant ces élections ce qui, pour la Colombie, est notable aux vues de son passé politique très clairement conservateur. Duque a déjà promis de changer les accords de paix qui avaient été scellés entre Juan Manuel Santos et les FARC, tout en ajoutant qu'il ne les briserait pas. La Force Alternative Révolutionnaire du Commun, le parti politique né de l'ex-mouvement guérillero qui a gardé le même sigle, FARC, a dit être prêt à se réunir avec le nouveau Président. Son leader, Rodrigo Londoño, dit Timochenko, candidat lui aussi aux élections présidentielles de 2018 mais qui avait dû se retirer de la course pour des questions de santé, affirme cependant que si Duque « oublie l'application des accords de paix, l'unique chose à laquelle il arrivera sera la réouverture d'un nouveau cycle de violences pour le pays »⁶⁸. Le nouveau Président de la République a également un nouveau défi à relever, celui d'engager un processus de paix avec l'ELN. Si le traité de paix venait à être rompu dans les prochains mois ou dans les prochaines années, que deviendraient les victimes du conflit armé ?

Il semble extrêmement difficile de revenir en arrière concernant certaines politiques mémorielles déjà mises en place depuis plusieurs années. Parmi celles-ci, la création du Musée National de la Mémoire, un projet du Centre National de Mémoire Historique (CNMH). Le CNMH fut créé grâce à la Loi des Victimes et Restitution des Terres, en 2011, et contribue au devoir de mémoire de l'État dans le cadre des violences du conflit armé. Si effectivement ce centre doit édifier le prochain Musée National de la Mémoire, un travail de recherche titanesque a aussi été fait depuis sa création. On compte ainsi 80 enquêtes publiques et 13 160 témoignages de démobilisés collectés. En août 2018, le CNMH a rendu dix rapports qui compilent le travail réalisé depuis sa création, ainsi que les études préliminaires effectuées par le Groupe de Mémoire Historique qui avait été créé dès 2008,

⁶⁸ MANETTO Francesco, « Iván Duque advierte de que cambiará los acuerdos de paz sin romperlos », *El País*, 19.06.2018.

« Si Duque olvida la aplicación de los acuerdos de paz lo único que logrará será llevar al país a un nuevo ciclo de múltiples violencias ».

après la promulgation de la Loi de Justice et Paix. Au sein de ces rapports, le CNMH dévoile les chiffres les plus actualisés qu'il ait concernant le conflit armé. Il aurait provoqué en tout la mort de 262 000 personnes, dont 215 000 civils. Les paramilitaires, AUC et autres groupes illégaux confondus, seraient les principaux responsables des tueries, avec 94 754 homicides. Les guérillas de gauche sont jugées responsables elles, de la mort de 36 683 personnes tandis que les agents de l'État auraient tué 9 804 personnes. Le Centre National de Mémoire Historique propose aussi des travaux visibilisant les mémoires des vaincus, des bourreaux. Dans un rapport de 2012 appelé *Terres et territoires depuis la version des paramilitaires*⁶⁹, le CNMH fait appel aux témoignages de paramilitaires démobilisés, principalement des AUC. Cependant, dans l'introduction du rapport, il est expliqué que « les versions libres et les témoignages des auteurs de crimes ont une véritable valeur puisqu'ils constituent une pièce fondamentale dans la difficile tâche de reconstruction de la mémoire historique. »⁷⁰. Il y a donc un usage de la mémoire des paramilitaires mais non une reconnaissance. On ne s'intéresse par exemple pas au chemin emprunté par un homme avant qu'il n'intègre comme combattant les AUC. Les racines du mal se laisseraient pourtant mieux arracher si elles étaient mieux analysées. De la même manière, un hommage a été fait aux policiers et militaires qui durant le conflit armé ont été séquestrés. Le 27 juillet 2018, des hommes et femmes des Forces Publiques colombiennes ont donc pu devant un public composé en majorité de leurs pairs, partager leur vécu de séquestrés des FARC, de l'ELN ou de l'EPL. Un court documentaire a même été fait sur les cas de deux policiers qui ont été séquestrés pendant 12 et 13 ans dans la jungle colombienne⁷¹. Le CMNH estime qu'entre 1976 et 2007, 1 214 militaires et policiers ont été séquestrés par les rebelles. Cette mise en avant de la mémoire d'un militaire ou d'un policier implique obligatoirement l'oubli de celle du tortionnaire, dans ce cas les guérilleros. Dans le cas de ces rapports, il serait intéressant d'avoir des textes comparatifs, qui croisent des sources plutôt que de compter uniquement sur des témoignages univoques. Bien entendu, leur légitimité ne sera jamais remise en cause

⁶⁹ CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTÓRICA, *Justicia y paz. Tierras y territorios en las versiones de los paramilitares*, Bogota, 2012.

⁷⁰ « En este sentido, las versiones libres y los testimonios de los victimarios cobran un especial valor, en tanto constituyen una pieza fundamental para la difícil tarea de reconstrucción de la tarea histórica. »

⁷¹ CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTÓRICA, *Recuerdos de selva, ¿Es posible olvidar las marcas del secuestro?*, 2018. DVD.

puisqu'il s'agit de « victimes » dont le témoignage sera un gage d'enrayement de la violence et de reconstruction citoyenne. Il faut dire que les Forces Publiques ont un rôle paradoxal au sein de ce conflit armé, assumant à la fois le rôle de victime lorsqu'il s'agit de paramilitarisme et de guérilla, bourreaux lorsqu'il s'agit de populations civiles. Cependant ce type de témoignage permet, au-delà du récit individuel, de visibiliser des problèmes sociaux qui encore aujourd'hui ne sont pas assumés par la mémoire institutionnelle. En Colombie, d'après une étude de l'Hôpital Militaire, 10,4 % des soldats souffriraient d'un symptôme de stress post-traumatique, bien que ce chiffre serait loin de la réalité à cause d'un manque de diagnostics⁷². Il s'agirait donc d'au moins 24 000 soldats touchés par ce mal survenu à cause des horreurs de la guerre. Comme le conflit a duré plus d'un demi-siècle, il ne serait pas surprenant que ce chiffre atteigne une centaine de milliers. Beaucoup d'entre eux ne reçoivent pas l'attention médicale qu'ils nécessiteraient, bien souvent à cause de raisons économiques ou bureaucratiques. Pourtant, il existe des thérapies avec un niveau de réussite de 80 % qui permettent aux personnes touchées par le stress post-traumatique de vivre des vies normales. L'abandon dont font l'objet ces anciens combattants n'est pas assumé par l'État et on peut facilement imaginer qu'il le sera encore moins dans le cas d'ex-guérilleros.

L'image des guérilleros au sein de la société colombienne, même s'ils sont démobilisés, est extrêmement négative. Les médias sont en grande partie les moteurs de cette représentation. Par exemple, à travers un paragraphe de cet article de *El Tiempo* :

« Le général Luis Eduardo Pañuela [...] a dit qu'après l'attaque des municipalités de San Jacinto et de El Carmen de Bolívar, le 27 janvier, a commencé l'offensive contre les fronts des FARC et un autre de l'ELN. Durant les combats sont morts les soldats Eduardo Pérez Contreras, de Lorica (Córdoba) et Robert Chamorro Navarro, de Chalán (Sucre). Il ajoute que du côté des guérilleros, il faut compter au moins 11 morts dont on a retrouvé les corps sans sépultures en zone rurale de San Onofre et de San Jacinto. [...] Finalement, une guérillera du front José Solano Sepúlveda de l'ELN s'est rendue aux autorités. [...] Elle s'est identifiée comme Virginia Vanegas Hernández, alias Belsi »⁷³.

Il est intéressant de voir que les guérilleros, à l'inverse des soldats, n'ont pas d'identité. Ils sont totalement déshumanisés, surtout en affirmant qu'on les a découverts sans sépultures,

⁷² WILLS Santiago, « Las guerras interminables del soldado Alejo Durán », *El Tiempo*, 17.02.2018.

⁷³ CENTRO REGIONAL DEL CARIBE, « 13 muertos por combates entre ejército y guerrilla en Bolívar », *El Tiempo*, 15.02.1997.

ce qui diabolise en plus leurs groupes d'appartenance, ici les FARC ou l'ELN. Cependant, cette guérillera qui s'est rendue aux autorités retrouve alors une identité, un prénom et un nom. On peut donc se demander comment le processus de réinsertion des guérilleros au sein de la société civile est reçu ; car si le processus de désarmement et de démobilisation est rapide, celui de la réinsertion est beaucoup plus long et problématique. Les premières démobilisations en Colombie ont eu lieu dans les années 90 quand neuf groupes guérilleros se sont démobilisés, laissant ainsi plus de 4 000 individus aux mains du programme du Bureau National de Réinsertion (*Oficina Nacional de Reinserción*). Le problème de ce programme de réinsertion venait du fait de penser que tous les démobilisés étaient d'origine paysanne. Beaucoup l'étaient mais s'ils étaient dans la guérilla depuis plusieurs années et depuis leur jeunesse, du travail d'agriculteur ou d'éleveur, ils ne connaissaient rien. De plus, il était souhaitable qu'ils soient réintégrés au sein de leur noyau familial pour apporter un apport économique à leur communauté. Cependant, s'il s'agissait de petits villages, leur retour inopportun était alors très vite repéré et beaucoup furent tués par des paramilitaires à peine étaient-ils revenus sur leur lieux de vie d'avant la guerre. Dans le cas où le paramilitarisme n'arrivait pas jusqu'à eux, c'est qu'ils avaient été d'abord exclus par leur propre communauté. D'autres, venant de centres urbains ne connaissaient rien à la vie rurale mais le programme avait pour but de « créer » des paysans grâce à l'aide du Service National d'Apprentissage (SENA). Le programme a donc été un échec total et beaucoup ont repris les armes. Depuis 2001, on comptabilise la démobilisation de 52 403 personnes. De ce chiffre total, 31 671 seraient des ex-paramilitaires et 20 732 des ex-membres de groupes guérilleros. Dans le processus de post-conflit, ce sont les guérilleros qui doivent se réinsérer dans une vie dite citoyenne tandis que les paramilitaires pouvaient garder une vie « normale » en parallèle de leurs activités illégales. Aujourd'hui, l'État met en place un processus de suivi personnalisé auprès des personnes démobilisées : thérapeutique, clinique, éducatif et social durant une période de trois ans. Selon l'Agence Colombienne pour la Réintégration (ACR), il y aurait actuellement 26 720 ex-combattants inscrits dans ce processus. En ce qui concerne les mineurs, ils sont pris en charge par l'Institut de Bien-Être Familial (ICBF), car il ne faut pas oublier que les rangs de ces groupes comptaient de très jeunes recrues.

Avant de parler d'une Colombie unie, il faudra donc retisser des liens qui ont été perdus depuis plusieurs décennies. C'est pour cela que des programmes de renforcement social des communautés victimes du conflit armé se multiplient un peu partout dans le pays. A San Jacinto, le plan de rénovation de l'ancien Musée Archéologique Montes de María date de 2008. On venait de passer dans la région les pires années de violence dues au conflit armé. En 1996 avait été créé le Bloc Montes de Maria, un groupe de paramilitaires qui à ses débuts comptait 200 membres. En 2007, ils étaient 700. On leur attribue la responsabilité de 18 massacres dans la région seulement entre 1997 et 2000, dont celui de El Salado⁷⁴. Le projet de « Renforcement du tissu social à partir de la mise en valeur du Patrimoine culturel pour atténuer les séquelles causées par le conflit armé »⁷⁵ a bien sûr permis la rénovation du musée mais pas seulement. Les assemblées populaires ont permis aux habitants de San Jacinto de se retrouver, d'échanger mais aussi de se réapproprier leur espace : les rues, les zones rurales alentours, la place principale du village. Il faut donc voir ce projet à une plus grande échelle sociale mais dont le résultat matériel serait le musée. Le Musée Communautaire de San Jacinto, est un musée d'archéologie mais aussi de mémoire. La mémoire des traditions mais non pas celle du conflit armé colombien. Il est intéressant de savoir qu'au second étage de la

grande maison coloniale qui abrite le musée, existe un autre espace d'exposition qui n'est pas ouvert au public. Dans une grande salle est laissée en friche une exposition permanente du nom de « Mémoire et identité Montemariana » qui en fait n'en a que le nom



Illustration 22 : Quelques éléments de la muséographie de la salle « Mémoire et identité Montemariana », au second étage du Musée Communautaire de San Jacinto. Non ouverte au public.

⁷⁴ Chiffres: REDACCION EL TIEMPO, « Bloque Héroes de los Montes de María », *El Tiempo*, 02.05.2007.

⁷⁵ Le projet « Fortalecimiento del tejido social a partir de la puesta en valor del Patrimonio cultural, para mitigar las secuelas causadas por el conflicto armado » a été mis en place par l'ONG Restauradores sin Fronteras, l'AECID et la Mairie de San Jacinto grâce au signalement du musée par Juliana Campuzano, alors Coordinatrice pour la Colombie de l'ONG précédemment citée (voir p. 34-35).

puisqu'elle n'est pas montrée au public. Toute cette exposition est en relation avec le conflit armé et contient le matériel qui a été créé lors d'ateliers menés par le musée avec la communauté sanjacinera. A la question : Pourquoi cette salle n'est pas ouverte au public ? La réponse fut qu'il était « trop tôt »⁷⁶. En effet, durant de nombreuses années le village de San Jacinto a souffert de l'image qu'il renvoyait, celle d'être un bastion de guérilleros. Le musée, bien qu'il ne nie pas l'impact que le conflit armé a eu dans la région et sur la vie de ses habitants, ne veut pas être sans cesse ramené à ce passé violent, mais souhaite recréer un imaginaire commun à partir du patrimoine et le transmettre. Les musées de mémoire en Colombie sont-ils également des institutions prématurées sachant que le processus de post-conflit est à peine en marche ? Le Musée Communautaire de San Jacinto, par peur d'analyser plus en profondeur le conflit armé, ne laisse-t-il pas d'autres institutions nationales le faire à sa place ?



Illustration 23 : « El Árbol de la Vida », sur chacune des feuilles est inscrit le nom d'un habitant de San Jacinto mort à cause du conflit armé. Sur une affiche amarrée au tronc, on peut y lire le message suivant : « L'Arbre de la Vie rend hommage à nos amis, à nos voisins et à nos parents qui vivent dans la Mémoire et le Cœur car aujourd'hui ils ne sont plus avec nous à cause d'un conflit qui nous les a violemment arrachés ».

⁷⁶ Édinson Guzmán est chargé du Musée Communautaire de San Jacinto. Il m'a ouvert le second étage du musée pour que je puisse la voir. En décembre 2016, il m'avait répondu « *Es demasiado temprano* ».



Illustration 24 : Affiche de présentation de la salle d'exposition. On peut lire qu'il s'agit « d'un espace de récit des luttes et des réexistences des communautés affectées par le conflit armé ».

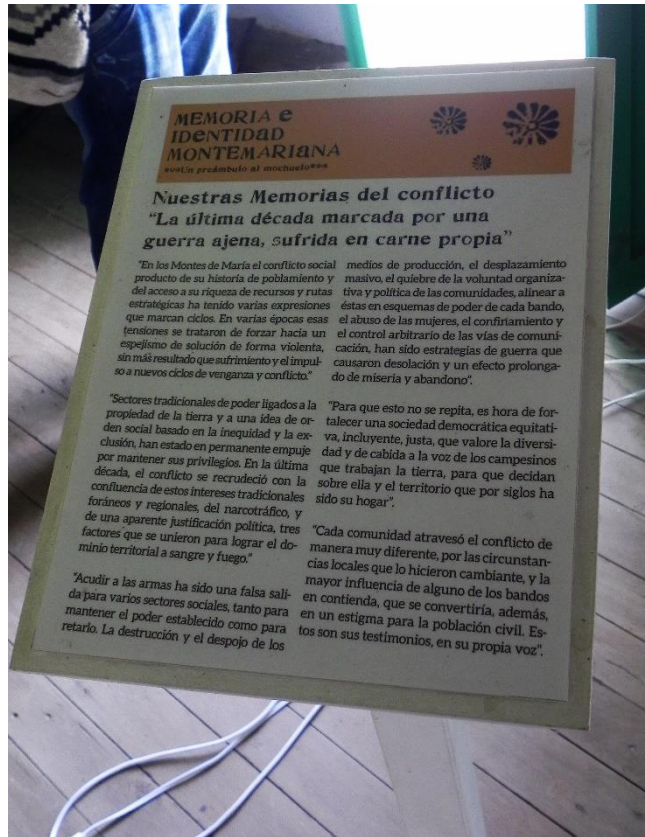


Illustration 25 : Fiche sur laquelle on peut lire : « Pour que cela ne se répète pas, il est temps de fortifier une société démocratique, équitable, incluante, juste et qui valorise la diversité [...] ».



Illustration 26 : Carte sur laquelle sont annotés par année tous les assassinats de masses perpétrés dans les Montes de María. La municipalité ayant le plus souffert de ces meurtres est El Carmen de Bolívar, chef-lieu de la sous-région.

2. Le musée post-conflit.

La capitale colombienne s'est depuis une dizaine d'années, convertie en une ville mémoire. Transitent par Bogota tous les projets de politiques mémorielles et c'est souvent ici qu'ils y trouvent refuge. La politique centralisée de la Colombie concentre ainsi les mémoires du conflit armé. En 2008, on projette la construction d'un Centre de Mémoire, Paix et Réconciliation. Il est finalement ouvert en 2012. Construit sur une des ailes du Cimetière Central, dans le centre de Bogota, cet espace est conçu comme un lieu de recueillement mais revêt avant tout une dimension symbolique, définitivement tourné vers le passé plutôt que vers le futur. Il faut noter que de nombreuses



Illustration 27 : Le Centre de Mémoire, Paix et Réconciliation.

sépultures ont été détruites pour que l'édifice soit construit et les corps ont été enterrés de nouveau un peu plus loin. Il ne s'agissait pas de dépouilles d'hommes ayant construit la grande histoire colombienne et faisant partie du « Panthéon national » tels que l'ancien Président de la République Laureano Gómez, le héros de guerre Francisco de Paula Santander ou le poète Rafael Pombo, pourtant tous enterrés juste à côté du Centre de Mémoire. On a cependant dû déplacer les fausses communes pleines de morts NN⁷⁷ dont les familles n'ont jamais reconnu les corps. En grande partie il s'agit de morts survenues lors du Bogotazo. Le paradoxe est donc énorme puisque le *Centro de Memoria, Paz y Reconciliación* écrase une autre partie de la mémoire collective colombienne. On ne peut pas ordonner l'oubli mais on peut décider de ne plus parler d'un événement. De plus, le politologue et historien Camilo Rodríguez pointe du doigt un problème fondamental dans la construction de ce lieu : « Le problème avec ce lieu de mémoire c'est que le conflit persiste et qu'à cause de cela les frontières morales entre victimes et bourreaux ne sont pas délimitées. Dans ce cas, les questions clefs que chacun se posera sont : A qui portons-nous notre reconnaissance ? Comment et à partir de quoi ? »⁷⁸.

⁷⁷ N.N. : du latin *nomen necio*, sans identité.

⁷⁸ PEÑA María, « Dónde jamás llegará el olvido », *El Espectador*, 21.02.2009.

Le manque de mise à distance et de recul ne permet pas d'avoir un regard critique sur le passé. Le Centre de Mémoire, Paix et Réconciliation fait partie du Réseaux Colombien de Lieux de Mémoire née en 2015. En tout 27 institutions en font partie, dont trois gouvernementales et le reste d'initiative communautaire. Dans ce paysage de « trop plein de mémoire »⁷⁹, pourquoi créer en plus un Musée National de la Mémoire ?

Comme nous l'avons vu précédemment, le Musée National n'assume pas ce rôle et cela est compréhensible. Il est de tradition à faire parler les objets, non les hommes. Il est également intéressant de voir que les musées de mémoire intègrent des espaces nouveaux ce qui permet de construire une nouvelle histoire nationale sans avoir le poids d'un édifice déjà chargé d'histoire. Le Musée National de Colombie en sait quelque chose. De plus, le Centre de Mémoire, Paix et Réconciliation, dont le projet a été porté par la Mairie de Bogota, se concentre principalement sur les populations de la capitale. Il fallait donc un projet plus



Illustration 28 : Le Musée National de la Mémoire sera construit au croisement de la 30^{ème} avenue et de l'avenue El Dorado. Sa surface sera de 11 000m².

grand, à l'échelle nationale. C'est en 2015 que le Centre National de Mémoire Historique (CNMH) prévoit un projet gargantuesque, celui de la construction d'un Musée National de la Mémoire. Des dialogues se sont tissés

avec d'autres musées latino-américains comme le Musée Mémoire et Tolérance au Mexique, ou encore le Musée de Mémoire et des Droits de l'Homme au Chili, pour mener au mieux le récit muséographique de la future institution. Il faut noter ici que le Musée Mémoire et Tolérance se confronte, avec l'aide d'une muséographie *high cost*, au terme de « génocide » partout dans le monde (mémoires de la Shoah, Ex-Yougoslavie, Rwanda, Guatemala...) mais jamais à des conflits qui se seraient passés sur son territoire. Le Musée Mémoire et Tolérance est donc une

« *Lo complicado con este lugar de memoria es que el conflicto persiste y, por lo mismo, las fronteras morales entre víctimas y victimarios no se han delimitado. En este caso las preguntas claves que uno se haría son: ¿A quién se está reconociendo? ¿Cómo y desde dónde?* »

⁷⁹ L'historien Benjamin Stora utilise ce terme dans son ouvrage *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, à propos de l'après-guerre d'Algérie.

institution qui forme une unité narrative à partir d'archives transnationales et depuis un terme de droit international. Dans le cas du Musée National de Mémoire, il s'agit d'un musée narrativement homogène grâce aux expériences empiriques du conflit armé colombien. Le premier cherche à montrer la vérité et le second la cherche encore. Sur le site internet du CNMH⁸⁰, il est mentionné que l'un des critères pour la construction de ce nouveau musée sera la lecture multidimensionnelle du territoire national. Le récit muséographique serait ainsi capable d'intégrer les singularités régionales relatives au conflit armé pour que sa narration amène cohésion et sentiment national. Le fait est que l'espace urbain de Bogota ne semble pas être l'endroit idéal pour accueillir ce Musée National de la Mémoire car la capitale a toujours vécu une histoire à part de la quotidienneté de la province et plus encore du monde rural. Pourquoi ne pas implanter une structure, même si elle est de moindre importance, au sein même de ces régions qui ont le plus souffert du conflit armé ? Surtout que le musée de mémoire se voit comme un centre vivant, un lieu d'échange, alors comment faire pour que les communautés éloignées géographiquement puissent être, elles aussi, actrices de ce musée ? Cette emprise paternaliste de Bogota sur le reste du pays laisse encore une fois de nombreux exclus. Ce ne sont pas les victimes qui parlent d'eux, pour eux et pour les autres mais une politique publique ministérielle qui, sous le poids des erreurs passées et surtout de l'indifférence de ces dernières décennies, tente d'effacer sa mauvaise conscience. La reconstruction des liens sociaux est-elle pour autant impossible sans l'aide des politiques nationales actuelles ?

Durant le Salon International du Livre de Bogota (FILBo), et alors que le Musée National de la Mémoire n'a pas encore de bâtiment pour exposer puisqu'il est en construction, on assiste à sa première manifestation muséologique, une exposition appelée « Voix pour transformer la Colombie ». Dans le centre de convention Corferias, un espace est aménagé pour que le musée puisse se matérialiser le temps du salon. Durant 16 jours, on comptabilise la visite de 70 000 personnes, la mise en scène de 103 événements et la venue de 162 « protagonistes » du travail du CNMH. Ces derniers sont des victimes du conflit armé qui purent voyager de leur région jusqu'à Bogota. La narration de l'exposition s'est faite à travers trois voix, qui délimitent en fait trois espaces d'exposition : le corps, la terre et l'eau. Ces voix content donc des histoires inconnues de violence et de résistance, celle du port de

⁸⁰ <http://centrodehistoriahistorica.gov.co/>

Buenaventura, des lieux sacrés des Wiwas de la Sierra Nevada ou encore de l'Organisation Féminine Populaire du Magdalena Medio. Il est donc possible de se confronter aux mémoires



Illustration 29 : Exposition "Voix pour transformer la Colombie » durant le salon du livre, à Bogota. Il s'agit ici de la narration faite depuis le corps.

afro-descendantes, indigènes et des femmes. Ce qui peut être dérangent avec les musées de mémoire créés depuis les institutions nationales, c'est qu'ils paraissent être les dignitaires de tout le matériel recueilli : des chiffres toujours plus élevés de témoignages de victimes, dans toujours plus de régions, avec encore plus de liens créés avec les associations de victimes et toujours plus de diversité. Le travail du CNMH est important, certes, mais il n'a en fait rien d'innovant. Des institutions culturelles et des associations d'aide aux victimes utilisaient déjà ces méthodes et ce type de travaux depuis une vingtaine d'années. La population n'a pas attendu que les politiques mémorielles explosent pour commencer à raconter leurs histoires et c'est d'ailleurs pour cette raison que la collecte de témoignages paraît si facile. La construction de musées de mémoire n'arriverait donc pas trop tôt mais au contraire beaucoup trop tard. Comme le Musée National de Colombie, le Musée National de la Mémoire a peur des conflits et c'est bien pour cette raison qu'il s'inscrit dans un contexte de post-conflit. Le Musée National de la Mémoire « arrive après la guerre », au sens propre comme au figuré. De plus, si l'on pense la mémoire sous la forme de témoignage comme un élément de patrimoine culturel, on le déplace pour le muséifier. Il perd donc de son contexte historique puisqu'il est déplacé dans une autre réalité. Aussi, se raconter au sein d'un contexte de conflit armé ou de post-conflit ne passe pas obligatoirement par l'énonciation de la douleur et le meilleur exemple à cela serait le Musée Communautaire de San Jacinto. Dépasser le discours « victimisant » imposé par l'État est un pas fait vers le futur et une prise de pouvoir à une échelle plus locale. Dans son texte intitulé *Les exclus font de la politique*⁸¹, Emmanuelle Le Texier définit la politique

⁸¹ LE TEXIER Emmanuelle, *Les Exclus font de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p.30-38.

« comme un ensemble large de pratiques sociales à travers lesquelles les individus négocient des relations de pouvoir. Les pratiques politiques impliquent à la fois la production et l'exercice des relations sociales et la construction culturelle des significations sociales qui renforcent ou affaiblissent ces relations ».

Elle se pose ensuite les questions suivantes qui nous aident à comprendre l'action collective à l'origine du développement du Musée Communautaire de San Jacinto : « Comment distinguer la sphère de la participation politique et celle de la participation non politique ? Par exemple, jusqu'où les activités bénévoles locales non rémunérées, sont-elles considérées comme politiques ? ». Pour terminer, l'auteure écrit : « Pour certains individus, en particulier les « exclus », ces pratiques quotidiennes constituent même la forme principale de participation politique ». Pour palier à l'indifférence du gouvernement central, il n'est pas rare de rencontrer d'autres manières de faire de la politique. On pourrait définir une action politique comme étant une manifestation concrète d'une opinion dans un espace public, le musée en étant un. Pour ce faire, les citoyens mobilisent des moyens d'action que Charles Tilly théorise et mentionne sous le nom de répertoires d'actions. Selon lui :

« Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire des moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. [...] Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu dans le sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la *commedia dell'arte* ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi »⁸².

Nous discernons donc deux types de répertoires d'action, le premier étant individuel comme le fait de voter, et le second est collectif, visible par exemple dans les moyens de gestion du musée de San Jacinto. A travers le maniement de son patrimoine culturel, la communauté de San Jacinto se réapproprie donc son pouvoir politique.

⁸² TILLY Charles, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1984, p. 89-108.

3. Usages et enjeux du patrimoine culturel colombien.

Lorsqu'on parle de patrimoine, la dimension économique du terme ne peut être niée. Comme lorsqu'on fait appel au patrimoine familial, il existe cet étrange mélange entre intérêt économique et affect pour ceux qui le possèdent. Les industries culturelles et créatives représentent un des secteurs de l'économie globale à l'expansion la plus rapide. En Amérique du Sud, la tasse d'augmentation de ce secteur est de 11,9 % contre 4,3 % sur la zone nord et centre-américaine. Le tourisme culturel est également en hausse puisqu'il représente 40 % des revenus du tourisme mondial⁸³. La mise en valeur du patrimoine culturel est donc primordiale pour espérer retirer un bénéfice économique de cette part importante du tourisme contemporain. De plus, il ne faut pas oublier le patrimoine naturel qui est très riche en Colombie. Il s'agit de la deuxième plus grande biodiversité du monde et trois de ses sites naturels sont inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO : le Parc naturel de los Katíos depuis 1994, le Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo depuis 2006 et le Parc national de Chiribiquete⁸⁴ en 2018. Ce sont également sept sites culturels inscrits sur la précieuse liste comme par exemple le Parc archéologique de San Agustín dont nous parlerons dans la troisième partie de cet écrit. En Colombie, l'État



Carte 3 : Sites culturels (en jaune) et sites naturels (en vert) colombiens inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

s'occupe intégralement de la gestion du patrimoine culturel et plus précisément la Direction du Patrimoine du Ministère de la Culture. Grâce à la nouvelle Constitution de 1991 et à la *Ley General de Cultura*, fut reconnu le caractère multi-ethnique et pluriculturel de la nation. Le texte constitutionnel mentionne que le patrimoine culturel colombien est constitutif de l'identité nationale et que le culturel est un facteur déterminant pour la construction d'un pays sans violence ni discrimination. La *Ley General de Cultura* oblige l'État à protéger, conserver, réhabiliter et divulguer l'existence du patrimoine culturel. De plus, le Ministère de

⁸³Chiffres de l'UNESCO datant de 2012.

⁸⁴ Il s'agit plus précisément d'un patrimoine mixte, à la fois naturel et culturel, selon la catégorisation utilisée par l'UNESCO.

la Culture se trouve alors obligé d'incorporer le thème du patrimoine culturel au Plan National de Développement et à moindre échelle, aux plans de développement départementaux et municipaux. Grâce à la Loi 388 de 1997, il est désormais obligatoire de lier conservation du patrimoine et développement des villes ce qui en d'autres termes veut dire qu'il faut désormais contextualiser le patrimoine immobilier (sites historiques, monuments, terrains archéologiques, rues, ponts...) au sein de la totalité du patrimoine culturel et renforcer ses liens avec le mode de vie des différentes communautés. A travers l'expression de « bien d'intérêt culturel », il est important de comprendre que le patrimoine culturel n'est pas forcément synonyme de grandiose ou de monumental mais qu'il est un produit créé par des dynamiques sociales. Originellement le patrimoine culturel se référait effectivement à des œuvres maîtresses de valeur historique et artistique tandis qu'aujourd'hui l'utilisation de ce groupe de mot est légitime à partir du moment où l'objet, la pratique ou autres tend à avoir une signification particulière pour une entité privée telle qu'une association, une entreprise ou tout simplement un groupe de personnes n'ayant pas de statut juridique. L'entrée du patrimoine immatériel dans l'orbite du patrimoine culturel national met en évidence de nouvelles entités jusque-là oubliées par les politiques publiques. Parmi elles les traditions orales, les arts du spectacle, les rituels et événements festifs, les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ou le savoir-faire nécessaire à l'artisanat traditionnel souvent de racines indigènes en Colombie.

« Bien que fragile, le patrimoine culturel immatériel est un facteur important du maintien de la diversité culturelle face à la mondialisation croissante. Avoir une idée du patrimoine culturel immatériel de différentes communautés est utile au dialogue interculturel et encourage le respect d'autres modes de vie » (UNESCO, 2011).

L'importance du patrimoine culturel tient au fait qu'il donne parfois une raison de vivre à certaines personnes ou en tout cas que la perte de celui-ci entraîne la mort d'une partie de la population, entendons une mort sociale.

Les perspectives les plus actuelles du patrimoine sont de répondre à des problématiques de construction sociale et d'ajouter une valeur culturelle relative aux « choses » du quotidien. Lorsqu'une politique institutionnelle est passée à Bogota pour interdire aux vendeurs ambulants de stationner sur les trottoirs et le parvis de la Pontificia

Universidad Javeriana, on fait appel au patrimoine. Certains de ces vendeurs sont là depuis des dizaines d'années et font partie du paysage urbain de la Septième Avenue. De plus, la place qu'ils occupent, et même si elle est informelle, est régie par un code de rue qui les laisserait très probablement sans ressources économiques le temps de retrouver un poste dans un autre quartier. Un groupe universitaire de la même Pontificia Universidad Javeriana, intervient et assume que les vendeurs ambulants de cette zone fassent partie du patrimoine culturel des étudiants et du corps professoral de l'université. En 2016 est donc créé le *Museo del Andén* (littéralement le Musée du Trottoir) qui à travers sa plateforme internet et des actions quotidiennes permet à cette politique institutionnelle de céder sous le poids des revendications. Le Museo del Andén se définit de la manière suivante :

Le Musée du Trottoir est un projet de création et de recherche du département d'Arts Visuels de la Pontificia Universidad Javeriana de Bogota. Il propose une plateforme qui étudie les relations d'interactions quotidiennes au sein d'espaces publics limitrophes à l'université, comme la Septième Avenue et le tunnel, et ainsi assumer les histoires, expériences et savoirs des vendeurs informels comme patrimoine de la ville, et lui donner du potentiel grâce à des pratiques artistiques »⁸⁵.



Illustration 30 : On estime à environ 100 000 le nombre de vendeurs illégaux dans la capitale colombienne.

⁸⁵ “El Museo del Andén es un proyecto de creación investigación del departamento de Artes Visuales de la Pontificia Universidad Javeriana de Bogotá. Propone una plataforma que estudia las relaciones de intercambio cotidianas en áreas del espacio público que colinda con la universidad, como la carrera séptima y el túnel, para asumir las historias, experiencias y saberes de los vendedores informales como patrimonio de la ciudad, potenciándolo a través de prácticas artísticas ». <https://museodelanden.com/>

On assiste donc à une réappropriation sociale de l'espace urbain à partir d'une activité informelle et cela grâce à la patrimonialisation et à la muséification. Le patrimoine, lorsqu'il est utilisé à bon escient, peut être une arme sociale et de conservation des pratiques culturelles populaires. Il est important car il est unique et parce qu'il doit nous rendre orgueilleux. Sur ce point, on peut tout de même se demander si le patrimoine culturel est à notre service ou si nous humains, sommes esclaves de ce dernier. Esclaves des symboles et des représentations qu'il véhicule et par conséquent de l'identité que nous devons assumer à cause de lui.

Par exemple, quelles représentations véhicule aujourd'hui la nationalité colombienne ? D'abord, tout dépend depuis où on la regarde. Être Colombien ou Colombienne en dehors de la nation n'est pas la même chose que d'être inclus au sein d'une unité. En Équateur, où plus de 90% des immigrants sont Colombiens ou depuis le Venezuela, pour qui, dans l'actualité, la Colombie représente une porte de sortie vers le reste de l'Amérique du Sud : toutes les représentations changent selon l'imaginaire commun de la majorité. A l'intérieur du pays, l'identité colombienne est vue depuis le prisme d'une unité nationale malgré les préceptes de la Constitution de 1991. Dans son article scientifique « Construction discursive de l'identité nationale colombienne »⁸⁶, Juan Pablo Prieto, à propos du texte de loi de cette nouvelle Constitution, insiste sur le fait que

« le système de valeurs des parties prenantes d'une société ne répond pas à une mécanique d'intrication. Une modification des valeurs au niveau des règles du jeu n'implique pas une modification au niveau des valeurs de l'ensemble des joueurs ».

Le Musée National de Colombie tend à garder le même système de valeurs homogénéisant lorsqu'il s'agit du patrimoine culturel de la nation, une représentation comme celle qui est transmise à partir du tableau de Silvano Cuellar. *Alegoría de la Nación* est une peinture de 1938 et exposée au dernier étage du Musée National. Une allégorie correspond à une narration mettant en œuvre des éléments concrets, chaque élément correspondant à un contenu abstrait. Sur cette toile sont représentés les grands héros de la nation comme Antonio Nariño ou le Général Santander. Un groupe d'indigènes est représenté au second plan, ce qui métaphorise leur second plan au sein de la construction sociale de la nation depuis un point

⁸⁶ PRIETO Juan Pablo, « Construction discursive de l'identité nationale colombienne », *Artelogie*, 2016.

de vue élitiste. En ce qui concerne les populations afro-descendantes, elles ne sont même pas représentées. La population observée appartient à ce que le DANE appelle la « société majoritaire colombienne », c'est-à-dire que cette population ne se sent pas directement concernée par la formation d'une identité ethnique comme c'est le cas des populations indigènes. Quant à la femme, on la trouve sous la forme de muses, sources inspirantes pour

les grand héros de la nation. Si nous en venons à parler de cette peinture ce n'est pas pour délégitimer son exposition au sein du Musée National, elle mérite tout à fait sa place dans la salle « Idéologies, art et industrie, 1910-1948 ». Ce qui est problématique, c'est la manière dont elle est exposée et le (manque de) discours qui légitime, justement, son allégorie de la nation. En-dessous de l'œuvre se trouve un schéma sur lequel sont inscrits tous les grands noms des hommes politiques de l'époque. L'allégorie est là, ces noms et visages d'illustres personnages sont concrets et le concept

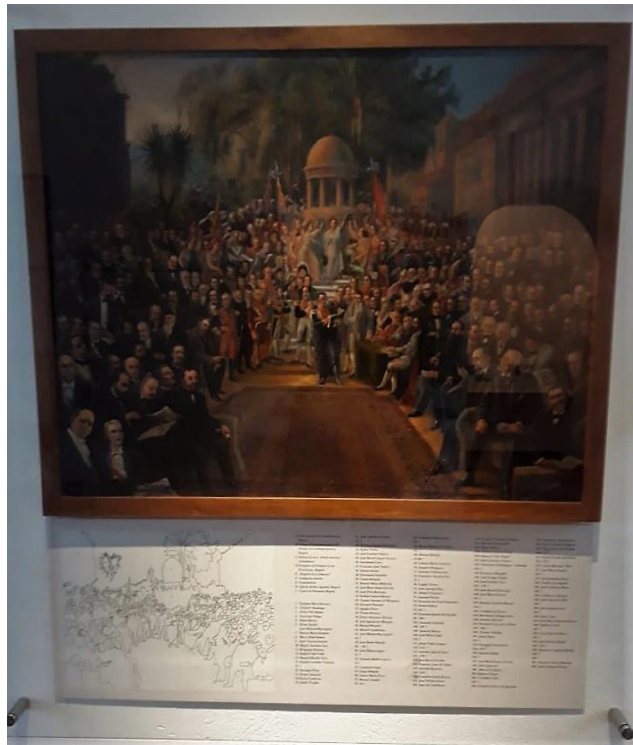


Illustration 31 : *Alegoría de la Nación*, 1938, Silvano Cuellar, huile sur toile, 82x101cm, Musée National de Colombie.

abstrait qu'ils représentent est celui de la nation. Le manque de critique ou même seulement de prévention face au public, pérennise le message du tableau puisqu'il est exposé dans un musée. Le musée a ce pouvoir de patrimonialisation de l'objet mais aussi de l'interpréter. Si on considère comme enjeu du patrimoine culturel national le fait de rendre intelligible l'histoire des représentations, en voici un exemple : *Black Mirror/Espejo negro* de Pedro Lasch. La série *Black Mirror* a vu le jour en 2007 lorsque le Nasher Sculpture Center, à Dallas, commande une nouvelle œuvre pour accompagner son exposition « De El Greco à Velázquez: Art pendant le règne de Phillippe III ». L'exposition dans son ensemble, avec ses

jeux de transparences et de réflexions, rend impossible la séparation entre le passé, le spectateur et les représentations des biens archéologiques précolombiens. Quelques installations spécifiques et des œuvres d'art de la série ont depuis été exposées au Palais National de la ville de Mexico. Ce qui rend cette exposition ingénieuse c'est sa capacité à montrer le patrimoine culturel d'une nation, ici le mexicain mais ce procédé pourrait être totalement transposable au cas colombien, de le mettre en valeur et de le conserver, mais en lui confèrent un *background* historique. La nécessité d'utiliser des mots n'est pas inconditionnelle lorsque l'usage social, ici décolonial, de l'exposition est clair.

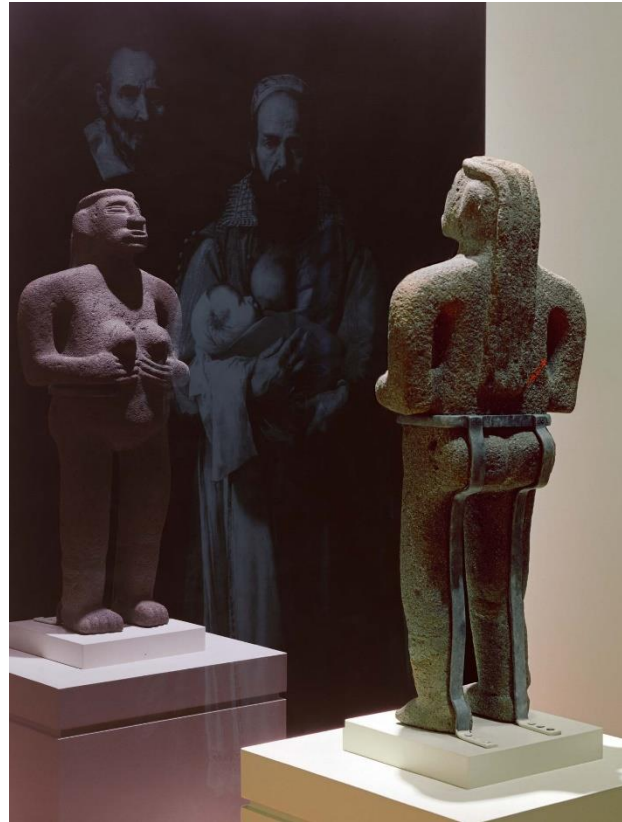


Illustration 3 : Exposition *Black Mirror/Espejo negro* de Pedro Lasch. On peut y voir une statuette précolombienne et un miroir noir dans lequel apparait le fantôme d'une peinture baroque.



Illustration 32 : Exposition *Black Mirror/Espejo negro* de Pedro Lasch.

Si le musée en Colombie a été chargé de rendre compte des mémoires du conflit armé c'est parce qu'on l'a obligé à le faire ; à travers des politiques mémorielles, du droit à la vérité et du besoin de justice de la part des victimes. Le musée colombien est bien souvent passif, peu à même de porter un regard critique sur les représentations qu'il véhicule à partir de sa propre histoire. A travers le musée post-conflit, et plus particulièrement dans le cas du Musée National de la Mémoire, l'État n'assume pas de reconstruire l'histoire de la nation. On laisse donc une partie de la population le faire : les victimes. Cependant, lorsque le processus de post-conflit sera terminé, et même si cela prend une dizaine d'années, est-ce que toute la nation pourra s'identifier à ce récit ? La délimitation entre victime et bourreau est encore discutable aujourd'hui. Cependant, le patrimoine culturel peut s'interpréter de mille manières différentes, ce qui lui permet d'être un concept « élastique ». Il peut à la fois punir symboliquement, ou bien sacraliser.